

CONJOINT EXERCANT UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE REGULIERE AU SEIN DE L'EXPLOITATION OU DE
L'ENTREPRISE AGRICOLE

ATTESTATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AU STATUT CHOISI PAR LE CONJOINT

Je soussignée Madame Christelle GUINET épouse LIMA née le 05.06.1982 à BELLEY (01),
Demeurant : 40 chemin du devais – saint corps à LA COTE SAINT ANDRE (38)
Dont le numéro de sécurité social est le suivant : 282060103401953
Mariée sous le régime de la communauté légale à :

Monsieur Jérôme LIMA
N° de Sécurité Sociale : 173093818501613
Adresse : 40 chemin du devais – saint corps à LA COTE SAINT ANDRE (38)
Adresse courriel : 1escargotdanslejardin@gmail.com
Lien avec le chef d'exploitation ou d'entreprise agricole : Epoux de Madame Christelle GUINET
Participation à l'activité : ☒ Agricole ☐ Non agricole

Agissant en qualité de chef d'exploitation d'une entreprise agricole, associée à 50% et co-gérante de la société :

GAEC 1 ESCARGOT DANS LE JARDIN
Société civile au capital de 30 000 euros
Siège social : 40 Chemin du Devais – 38260 LA COTE SAINT ANDRE
En cours d'immatriculation au RCS de VIENNE

Déclare sur l'honneur que mon époux qui est également associé de la société ci-dessus visée à hauteur de 50% du capital social a choisi **le statut de chef d'exploitation** au sein de l'exploitation dont l'activité débutera le 01.01.2024.

ENGAGEMENT DU CONJOINT, MONSIEUR JEROME LIMA :

- Je soussigné, certifie sur l'honneur, participer régulièrement à l'activité non salariée agricole de mon épouse en qualité d'associé et chef d'exploitation
- Je m'engage à signaler à la caisse compétente dont relève l'exploitation de mon épouse, tout changement de statut au sein de l'entreprise, ou dans ma situation civile ou familiale.

FAIT A : MOIRANS, Le 13.12.2023

Signature de Madame Christelle GUINET :



Attestation à transmettre en application des articles L.321-5 et D. 321-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Les informations sont transmises aux organismes sociaux destinataires (caisse de MSA, CGSS, CPS, CSSM). Le règlement (UE) 2016/679 modifié du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent aux réponses des personnes physiques à ce questionnaire. Ils leur garantissent un droit d'accès et de rectification pour les données à caractère personnel les concernant, auprès du responsable de traitement concerné.